

Des logements pour les sinistrés du séisme

38 logements neufs, construits à l'initiative d'une fondation privée, ont été attribués à des familles sinistrées de salariés haïtiens de l'hôpital français de Port-au-Prince. P. 4



Les logements qui ont été inaugurés le 7 juillet sont construits en maison de ville, à 25 km de Port-au-Prince. PHOTO: H. CHERRY DROMARQ

HAÏTI Reconstruction

Les premiers sinistrés bien relogés

Plus de deux ans après le séisme qui a ravagé Haïti, 38 logements neufs, construits à l'initiative d'une fondation privée pour les employés de l'hôpital français, sont sortis de terre.

À 25 km au nord de Port-au-Prince, en pleine campagne, le site est splendide. Ces 5 ha d'arbustes et d'arbres plantés entre murets (montagne) et Mer des Antilles, sur la commune de Cabaret, s'appellent les « Hauts de Laïlleu ». Ici le 7 juillet ont été attribués aux familles sinistrées de salariés haïtiens de l'hôpital français de la capitale les clés de 38 logements. Des maisons en bande de quatre, aux normes d'habitabilité antisismiques et anticycloniques, dont les travaux ont débuté au bout de dix ans.

« Certains d'entre nous vivent toujours sous une tente »

En réalité, à raison de 10 % de son salaire, chaque employé ne paie qu'environ 3 600 dollars des 50 000 dollars que ces logements de près de 80 m² chacun ont coûtés. Une contribution destinée à couvrir l'entretien des communs voire à amorcer une nouvelle tranche. La formule d'accès à la propriété, responsabilisant en ce qu'elle implique les habitants sur la durée et dans la gestion du logement, plaît beaucoup à Michel Luras. Le Crédit Mutuel qu'il préside a donné via sa fondation 85 % des 2,6 millions de dollars* dépensés pour cette première implantation. C'est le geste de « solidarité » d'une banque, a-t-il insisté au moment de remettre leur titre de futurs propriétaires aux intéressés. Il a souligné l'implication de l'ensemble des acteurs du programme. « Tous, quel que soit leur niveau d'interven-

L'HÔPITAL FRANÇAIS RECONSTRUIT

Au centre-ville de Port-au-Prince, l'hôpital français, dirigé par Bernard Martino, a été partiellement détruit par le séisme et fragilisé par le fait que les sinistrés ne pouvaient pas payer leurs soins. Là aussi le Crédit Mutuel est intervenu à hauteur de 65 % des 1,6 million de dollars nécessaires à sa reconstruction (en cours) et au paiement des salaires pendant un an.

tion, ont fait un geste pour Haïti en réduisant leurs coûts ou en offrant leurs services » a souligné le banquier Jean-Paul Fiarhet (société ACO), coordinateur de l'opération, a consacré 2,5 ans de travail bénévole.

L'ensemble devrait comporter à terme 150 logements

« Il y a deux ans qu'on parle de reconstruction. Aujourd'hui, en voilà un exemple concret. Inédit, absolument exemplaire », observe Didier Le Bret, ambassadeur de France à Haïti. « La responsabilisation des acteurs est assez nouvelle en Haïti, elle pourrait inspirer une politique de l'habitat dans ce pays... » Après avoir connu le « désespoir » de l'après-séisme, Gueidy Séraphin, secrétaire à l'hôpital et tutelle habitante de Laïlleu, a précisé que « certains d'entre nous vivent toujours sous une tente. Vous ne pouvez imaginer notre hâte d'habiter ici ». Cela attendra encore quelques jours. Une rupture de ligne électrique à quelques kilomètres prive les habitations de courant et d'eau (pompe). Les logements rom-

pent 3 chambres et une salle d'eau à l'étage, un salon cuisine à baie vitrée et des WC au rez-de-chaussée, tout en sol castré. Rareté haïtienne, un système d'assainissement est intégré à l'ensemble. Le tout est aménagé dans un vrai souci d'urbanisme puisque les plots sont prévus des terrasses de leus et de sports, des commerces et une école hôtelière. Rien à voir avec les alignements de case-mates de 35 à 40 m² des actuels programmes de logements sociaux (ici et là qui menacent de viter au bidonville). L'approvisionnement en eau de Laïlleu vient d'un forage réservé. Une navette de bus sera allétrie pour aller au travail à l'hôpital en 30 à 45 minutes. Ces 38 habitations sont conçues comme la première tranche d'un ensemble prévu pour 150 logements... s'ils trouvent financement. ■

H. CHERRY DROMARQ

« En plus de la fondation Crédit Mutuel, ont aussi contribué les conseils régionaux de Guadeloupe, Martinique et Guyane. La Fondation de France, la société immobilière IMMO et des donateurs privés

La reconstruction à la peine

Le séisme de janvier 2010 (222 000 morts, 403 000 bâtiments détruits) n'a fait qu'aggraver la crise du logement, notamment à Port-au-Prince, capitale surpeuplée à l'urbanisme anarchique. Le gouvernement estime qu'Haïti souffre d'un « déficit de 500 000 logements ». 2011 fut l'« année du rien » en matière de reconstruction, sinon le montage de milliers d'abus de toiture de 20 m² financés par les ONG. Dans la zone touchée par le séisme (Port-au-Prince, Léogane, Jacmel), le programme soutenu par le Crédit Mutuel aux Hauts de Laïlleu est le premier en logements en du. D'autres lui ont emboîté le pas avec plus ou moins de succès. Au sud de la capitale, une compagnie d'assurance a construit en zone inondable 100 logements pour ses assurés prêts à lui emprunter l'argent. Échec total. À Boukambou (La Croix des Bouquets, au nord de la capitale), une société de toilettes a démolit la



Morne-à-Cabrit: 750 logements de 40 m² sont en cours de construction. PHOTO: H. CHERRY DROMARQ

construction de 30 blocs de béton destinés au logement de ses employés. Le chantier est inachevé, semble-t-il à cause d'un détournement de fonds. Le plus gros projet est gouvernemental : au Morne-à-Cabrit (commune de Tomazeau), 750 tubes de béton sont de terre, alignés, 40 m² chacun. Ils

ont partie d'un projet de 3 000. Comme à Zolanké, le gouvernement veut y fixer la population en implantant un parc industriel (ici, à 20 km de la capitale). La ville nouvelle devrait aider à résorber le camp de sinistrés voisins de Canaan, sans doute le plus grand du pays.

PORT-AU-PRINCE

L'eau potable, enjeu sanitaire

La Lyonnaise des Eaux a été missionnée pour moderniser le service local de distribution d'eau. Et le travail ne manque pas...

UN SERVICE DE L'EAU sous-dimensionné, obsolète, inégalitaire, peu rigoureux sur la potabilité et en manque de recouvrement. Voilà ce qu'on découvre en avril 2011 Jean-Claude Séroplan, Daniel Mouchica et trois de leurs collègues de la Lyonnaise des Eaux au centre technique d'exploitation de la région métropolitaine, c'est-à-dire l'agglomération de Port-au-Prince. La nouvelle Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement d'Haïti a missionné cette société privée française en assistance technique pendant trois ans pour moderniser le service public local. Vaste ambition !



Porteuses d'eau à Port-au-Prince. Le quartier de l'eau potable n'est garanti mille part en Haïti, mais son traitement s'améliore. PHOTO: L. L.

« En 1957, la capitale comptait 300 000 habitants. Aujourd'hui, c'est dix fois plus... alors que beaucoup d'ouvrages datent de l'époque » observe Daniel Mouchica, directeur technique de la mission. Bien qu'il pleuve 1 200 mm/an sur Port-au-Prince (deux fois plus qu'à Paris), la ressource, lotages et

résurgences, n'a pas suivi : elle ne fournit que la moitié des besoins de la population. Résultat, certains habitants de Port-au-Prince, notamment dans les quartiers qui occupent les pentes des montagnes, n'ont de l'eau que quelques heures par semaine à leur borne-fontaine collective alors que d'autres en bénéficient tous les jours.

Contrôler la qualité de l'eau : un impératif absolu Paradoxalement, le gaspillage est important « parce que les gens paient davantage au forfait qu'au m³. Et parce que l'eau étant intermittente au robinet, ils le laissent ouvert si elle ne vient pas », déplore Jean-Claude Séroplan, chef d'une mission de la Lyonnaise des Eaux. « L'extension géographique de Port-au-Prince fait que des lotages, initialement à la campa-

gne, se trouvent aujourd'hui en zone surpeuplée avec risque de pollution locale puisqu'il n'y a quasiment pas d'assainissement », indique Daniel Mouchica, qui travaille aussi pour la Lyonnaise des Eaux et veille à la prévention du choléra. Il convient aussi de recruter des managers compétents et courageux (dans un pays qui souffre de la fuite de ses cerveaux) afin que la régularité de l'alimentation en eau, la chloration et l'autonomie financière du service soient mieux assurées. ■

LE CHIFFRE

403 000

C'est le nombre de bâtiments détruits par le séisme qui a frappé Haïti en janvier 2010